

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les dossiers

N° 297 du 30.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Tiré à part

Rebecca Serfaty : Le sionisme en mauvaise posture.

1 Dossier

1-1 Point de vue de Convergence des Causes : La Résistance Palestinienne plus forte.

1-2 Point de vue du Centre Palestinien d'Information : Les roquettes de la résistance, une débâcle catastrophique pour l'armée de l'occupation israélienne.

1-3 Point de vue de Abdel Bari Atouan: Des milliards pour liquider la Résistance.

1-4 Point de vue de Jean-Shaoul : Israël affirme que ses frappes sur Gaza se poursuivront.

1-5 Point de vue de Tsfi Braïl : Quel désastre attend notre armée dans les ruelles de Gaza ?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

2-1 Michel Bôle-Richard : Vexations, violences, lot quotidien des Palestiniens aux barrages israéliens.

Tiré à part

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse et point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Rebecca Serfaty : Le sionisme en mauvaise posture.

35 % des jeunes israéliens partiraient vivre à l'étranger s'ils en avaient la possibilité, mais

48 % pensent qu'il est mieux de vivre en Israël.

C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'institut Smith pour le Conseil sioniste en Israël.

Le sondage a été fait en vue du Conseil sioniste national qui s'ouvrira lundi 24 décembre.

400 jeunes juifs âgés de 14 à 18 ans ont été interrogés.

26 % des jeunes ont souligné qu'on vit moins bien en Israël en comparaison à d'autres pays.

Selon le sondage,

70 % des jeunes croient que les arabes israéliens ne sont pas fidèles à l'Etat d'Israël.

La moitié des personnes interrogées ont répondu que si les arabes israéliens faisaient un service civil, leur opinion à leur propos changerait.

73 % des jeunes qui ont participé au sondage ont indiqué qu'ils ont une confiance entière ou très grande en l'armée ;

21 % ont signalé avoir une certaine confiance et

5 % ont déclaré qu'ils n'avaient pas du tout confiance en l'armée.

Concernant leur confiance en les dirigeants politiques israéliens, les données s'inversent. Seul

11 % des jeunes sondés ont dit avoir confiance en les dirigeants.

34 % ont dit avoir une certaine confiance et

54 % ont expliqué n'avoir pas du tout confiance en les dirigeants politiques.

41 % des personnes interrogées ont expliqué que le pouvoir en Israël est plus corrompu que dans d'autres pays ;

18 % croient que le pouvoir est moins corrompu ;

selon un tiers des interrogés, le niveau de corruption ne diffère pas.

73 % se définissent avant tout comme juif et ensuite comme israélien.

27 % d'entre eux ont souligné que servir dans Tsahal et conserver les valeurs juives sont les deux actes les plus liés au terme sionisme.

50% des jeunes pensent que les personnes ayant servi dans l'armée ou ayant accompli un service civil doivent recevoir des avantages.

46 % ont assuré que ceux qui ont servi dans l'armée doivent recevoir plus d'avantages que ceux qui ont accompli un service civil.

Le directeur du Conseil sioniste en Israël, Moché Ben Attar, a conclu concernant les résultats du sondage :

« De nombreux jeunes se sentent déracinés et ne se sentent pas appartenir au peuple et à son héritage.

Il faut entreprendre des actions qui définissent le sentiment d'appartenance de la prochaine génération au pays et le besoin de s'identifier avec ses valeurs.

Il faut une révolution dans l'éducation sioniste et de l'amour du pays ».

Arouts7 est proche des colons israéliens

Rebecca Serfaty

lundi 24 décembre 2007

Arouts7

<http://a7fr.net/Article/45422.htm>

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Point de vue de 'Convergence des Causes' : La Résistance Palestinienne plus forte.

Nous pouvons supposer que la diatribe de la ministre des Affaires étrangères sioniste contre les dirigeants égyptiens aux nouvelles capacités militaires de la Résistance Palestinienne.

Elle a en effet réussi à faire un tir anti-aérien sur un hélicoptère de l'occupant, l'obligeant à rebrousser chemin.

Jusqu'à-là, les sionistes pouvaient survoler et lancer des bombes en toute quiétude sur la population civile palestinienne qui ne pouvait que compter ses morts et les pleurer.

La fureur contre Moubarak est due à la croyance que de telles armes ont été acheminées par Rafah, point de passage entre l'Égypte et Gaza. Livni a rappelé que le contrat de l'évacuation des colons de Gaza impliquait bien que l'Égypte jouerait à plein son rôle de geôlier sur cette partie des 300 km² de Gaza. La rétribution du Président à vie égyptien est incluse dans le paquet de 2 milliards de dollars donnés annuellement par les US(a) depuis la fameuse paix de Sadate.

Les roquettes Qassam et les missiles anti-aériens peuvent se concevoir et se fabriquer dans des arrière-cuisines rudimentaires. De cette façon, le recours aux attentats suicide est totalement obsolète

Que Barak et Livni soient rassurés de la loyauté des vassaux égyptiens autocratiques et corrompus, une partie de la somme allouée a bien été réservée à l'achat (à des firmes israéliennes) pour détecter des tunnels.

[Convergence des Causes](#)

29 décembre 2007

29-12-2007

1-2 Point de vue du Centre Palestinien d'Information : Les roquettes de la résistance, une débâcle catastrophique pour l'armée de l'occupation israélienne.

Les roquettes de la résistance, de fabrication locale, et l'endurance des combattants palestiniens deviennent la préoccupation majeure du centre de décision de l'Entité sioniste. Elles ont causé une défaite aussi bien psychologique que militaire, aussi bien pour les colons que pour l'armée.

Cette armée sioniste, comptée parmi les armées les plus fortes du monde, n'a pu limiter le lancement des roquettes palestiniennes, encore moins les arrêter complètement.

Cela fait six ans que les brigades du martyr Ezzidine Al-Qassam, branche militaire du mouvement de la résistance islamique Hamas, avaient commencé à envoyer leurs roquettes. Les autres factions palestiniennes les ont suivies.

Ces roquettes ne cessent de se développer jusqu'à ce que les politiciens sionistes les attendent dans la profondeur de leur Entité.

Une catastrophe

Ehud Olmert, le premier ministre sioniste actuel, et avant lui Benyamin Netanyahu, et beaucoup d'autres militaires et politiciens ont confirmé leur crainte du fait que ces roquettes n'ont pas l'air de s'arrêter sur le seuil de Sderot ; elles arriveront bientôt à Asqalan et même à Tel-Aviv.

Et quand elles arriveront à cette capitale économique, ce sera la catastrophe évidente pour les Sionistes. L'armée de l'occupation israélienne est fière d'avoir tué plus de 300 résistants palestiniens dans les derniers mois, d'en avoir tué plus de 5 mille et d'avoir blessé plus de 50 mille personnes du peuple palestinien depuis le déclenchement de l'Intifada. Tout cela sans pouvoir affaiblir la résistance. Cette résistance, malgré toutes les pressions militaires sionistes, a pu développer ses capacités et ses tactiques.

L'occupation israélienne avoue être désormais face à une véritable armée, non pas à des factions disparates.

Mais au moment où ces roquettes deviennent un cauchemar pour les sionistes, ils deviennent une arme efficace pour défendre le peuple palestinien et affronter l'agression israélienne perpétuelle, alors que le président de l'autorité palestinienne Abbas déclare qu'elles sont sans intérêt !

Défaite de longue durée

Les Sionistes ont avoué leur défaite devant les roquettes de la résistance palestinienne, pourtant fabriquées localement avec des produits élémentaires.

Leurs radars, pourtant si développés, ne peuvent les découvrir qu'une dizaine de secondes avant leur tombée, avoue un officier haut gradé de l'armée de l'occupation israélienne.

Cet officier du nom de Youfal Halmiche confirme qu'"Israël" ne possède aucune solution pour faire face aux roquettes de la résistance palestinienne venant de la bande de Gaza.

C'est la chance seulement qui sauve parfois les Israéliens, constate le même officier.

Une roquette est tombée dans la base militaire de Zakim. 70 soldats ont été blessés, sans faire un mort. Et quand une roquette tombe sur un bâtiment de Sderot, souvent, elle ne fait pas de victimes. Mais ces roquettes, bien qu'elles soient élémentaires, causent des dégâts considérables dans le front intérieur et dans les rangs de l'armée de l'occupation israélienne qui ne peuvent y faire face, ajoute l'officier.

Il croit à l'impossibilité de son armée d'affronter les roquettes de la résistance palestinienne.

Les colons et les roquettes

Un sondage récent organisé par le journal hébreu Yadiot Ahronot, avec la coopération de l'institut sioniste de Dahaf, indique que la majorité des habitants de Sderot (64%) préfèrent quitter cette colonie, croyant que le

gouvernement d'Olmert a totalement échoué à leur garantir la sécurité face aux roquettes d'Al-Qassam. Le sondage confirme aussi la détérioration de l'état psychologique de la majorité de ces habitants. 78% d'entre eux ont reconnu cette détérioration.

2% seulement des habitants de cette colonie de Sderot croient satisfaisante la prestation de leur gouvernement, contre 86% qui la trouvent mauvaise.

Le sondage révèle un point remarquable : la montée du nombre de ceux qui appellent à une négociation avec le mouvement du Hamas quant au lancement des roquettes.

Ce nombre monte à 14% des personnes sondées, contre un chiffre insignifiant auparavant.

Casse-gueule

En dépit du souhait d'un grand nombre d'Israéliens d'entamer une opération de grande envergure contre la bande de Gaza, l'ancien chef des services de renseignements, actuel membre du conseil restreint de sécurité du gouvernement israélien Emi Eilon dit : « Avant toute grande opération militaire dans la bande de Gaza, nous devons savoir comment en sortir ! ».

Dans des déclarations radiodiffusées, Emi Eilon dit : « Nous ne devons pas entrer à Gaza comme nous sommes entrés au Liban.

Le but de l'opération militaire est de limiter le plus possible le nombre de roquettes lancées de la Bande en direction des territoires israéliens... Le but de l'opération est aussi de combattre les chefs des mouvements du Hamas et du Djihad Islamique ».

Eilon ajoute : « Si l'armée pénètre dans la Bande, en premier lieu, le nombre de roquettes lancées vers Israël connaîtra une montée considérable ».

Il appelle alors à un renforcement des éléments pragmatiques à l'intérieur de la bande de Gaza, non seulement en Cisjordanie.

Les données des derniers affrontements violents de l'armée de l'occupation israélienne avec les résistants palestiniens qui ont eu lieu jeudi dernier, le 20 décembre 2007, dans la zone d'Al-Maghazi, au centre de la bande de Gaza, viennent confirmer les avertissements d'Emi Eilon. Les soldats reconnaissent qu'ils avaient participé à de « réels combats, avec des combattants bien entraînés ».

De son côté, l'envoyé militaire de la deuxième chaîne israélienne, qui avait accompagné les forces de l'occupation israélienne pendant l'invasion de la bande de Gaza, ce jeudi-là, et qui avait accueilli les témoignages de soldats de l'occupation qui y avaient participé, a aussi confirmé ce fait.

Les soldats l'ont informé que ce qui s'est passé à Al-Maghazi est tout à fait différent de toutes les opérations que l'armée de l'occupation israélienne avait auparavant pratiquées dans la bande de Gaza.

« C'était un vrai combat, avec tout ce que ce mot peut signifier », les résistants l'ont exécuté avec force, avec un feu dense, des armes lourdes, du jamais vu. Ils ont même utilisé des effigies d'hommes armés de lanceurs RPG, pour tromper les soldats de l'occupation israélienne, disent ces derniers.

3500 roquettes

Une étude sioniste du phénomène des roquettes montre qu'il est devenu le souci majeur de l'Entité sioniste.

En effet, pendant les deux dernières années, plus de trois mille cinq cent roquettes et obus de mortier ont été lancés en direction d'objectifs à l'intérieur des territoires palestiniens occupés en 1948, confirment des sources militaires israéliennes.

La moitié de ces roquettes ont été tirées depuis juin dernier, depuis le moment où le mouvement du Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, indiquent les sources.

Enfin, les sources des services de renseignements israéliens mettent en exergue le développement de la fabrication et de l'emmagasinage en grande quantité de ces roquettes palestiniennes. Des capacités qui n'existaient pas auparavant.

Les roquettes palestiniennes sont désormais plus précises, de longue portée, et causent de grands dégâts.

Source : CPI

25 décembre 2007

<http://www.palestine-info.cc/...>

Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien ?

1-3 Point de vue de Abdel Bari Atouan : Des milliards pour liquider la Résistance.

Pour Abdel Bari Atouan, les dons offerts à l'Autorité palestinienne lors de la Conférence de Paris n'ont d'autre finalité que de payer la liquidation de la résistance palestinienne. Ils sont empoisonnés.

Les pays donateurs qui ont participé à la Conférence de Paris, ont promis d'apporter à l'Autorité Palestinienne des aides financières qui s'élèvent à sept milliards et demi de dollars. Soit deux milliards de plus que ce qu'elle réclamait dans un élan de générosité qui suscite beaucoup de doutes, et soulève des points d'interrogation sur ces aides et sur le prix qu'aura à payer le peuple palestinien en échange.

Il n'y a pas d'objection sur une offre d'argent à l'autorité du président Mahmoud Abbas à Ramallah, à condition que ce ne soit pas un pot de vin en échange des concessions sur des droits immuables du peuple palestinien, ou le début d'une incursion d'envergure des chars israéliens dans la bande de Gaza pour y commettre de nouveaux massacres sous prétexte de liquider l'autorité du Hamas ou de stopper le tir des roquettes contre Sderot.

Israël sera le grand bénéficiaire de cet argent que ce soit directement ou indirectement.

Car il contrôle *de facto* la Cisjordanie et il encercle la bande de Gaza.

Et ces deux régions forment un marché prospère pour ses marchandises et sa production. Par conséquent, toute amélioration économique dans ces régions signifie plus de consommation et plus d'importation de ces produits. De plus, ceci implique que les pays donateurs sont en train d'affranchir l'État d'Israël de ses devoirs en tant que pays occupant responsable directement de la population et des territoires sous son contrôle, selon la IV^e Convention de Genève relative aux prisonniers de guerre, une responsabilité qui inclut d'assurer des services publics, la sécurité et du travail.

Ces aides financières iront au président Abbas et pour financer un plan élaboré par son Premier ministre Salam Fayyad qui a été désigné pour une période provisoire et exceptionnelle, et voilà qu'il devient un Premier ministre permanent, voire plus puissant et plus influent que le président de l'Autorité vu ses solides relations avec l'administration états-unienne, les États européens et les organisations financières internationales.

Le plan que M. Fayyad a présenté à la Conférence des pays donateurs et qui a porté le nom du développement et de la réforme, ce plan vise la réalisation de quatre objectifs principaux qui sont la gouvernance bien guidée, le développement social (la santé, l'enseignement et les affaires sociales), le soutien du secteur privé et finalement la reconstruction des infrastructures de l'économie palestinienne.

La gouvernance bien guidée signifie l'établissement de l'État, d'institutions sur des fondements démocratiques et l'élargissement du cercle de participation au pouvoir.

Mais nous ne pensons pas que les pratiques du gouvernement de Ramallah concrétisent ces ambitions.

Car M. Fayyad est devenue une institution par soi-même bien qu'il ne représente qu'un groupe de deux membres parmi cent trente cinq membres de l'Assemblée législative palestinienne, et son gouvernement n'a même pas été agréé par cette assemblée, ni pas aucune autre institution sauf le président Abbas et l'administration états-unienne, si on veut bien considérer cette dernière ainsi [comme une institution palestinienne].

Et comment cette gouvernance pourrait être bien guidée alors qu'elle ignore complètement la Bande de Gaza qui représente tout de même le tiers de la population totale de l'intérieur [de la Palestine], et elle désigne les habitants de cette Bande comme des Gazaouites tandis qu'elle considère les habitants de la Cisjordanie comme de vrais citoyens palestiniens, ce qui est une discrimination sans précédent dans l'histoire de peuple palestinien et de sa lutte ?

Dans tous les États du monde, le gouvernement retient les salaires des fonctionnaires qui s'absentent ou qui font grève, sauf le gouvernement de M. Fayyad qui fait exactement le contraire. Car il paye les salaires des fonctionnaires qui restent chez eux et ne vont pas faire leur travail dans les services de l'Autorité dans la bande de Gaza, et tout fonctionnaire qui va à son bureau ou qui laisse pousser sa barbe voit sa paye immédiatement coupée par ce gouvernement, même si ce fonctionnaire fait partie de Fatah. Où elle est la bonne gouvernance dans ces pratiques ?

Et ce qui est remarquable c'est que le plan de M. Fayyad demandait aux pays donateurs de réserver un montant de quatre cents millions de dollars pour la « bonne gouvernance » contre cinq cents millions de dollars pour les programmes sociaux comme l'enseignement, la santé et les services essentiels.

Même si on suppose que ce gigantesque pot de vin n'est pas miné et ne contient aucune condition, comment va-t-il donner ses fruits en relevant l'économie palestinienne de sa chute actuelle sous les contraintes imposées par l'Autorité Palestinienne sur les Palestiniens et leurs mouvements en Cisjordanie, comme la présence des cinq cents barrières et les cent trente colonies sauvages autres que les colonies « légales » établies par le gouvernement israélien ?

Cet argent sera réservé à un groupe très limité parmi les requins du secteur privé et quelques-uns qui rodent autour du bureau du Président Abbas et qui profite de son pouvoir. Mais le peuple palestinien ne verra pas ses conditions de vie changer, car il ne restera pour lui que les miettes.

Cet argent est attribué théoriquement pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza, et nous avons entendu M. Abbas parler avec beaucoup d'émotion du blocage de la Bande, et Mlle Condoleezza Rice a failli pleurer durant son discours en parlant de la souffrance des ses habitants, mais aucun parmi eux ne nous a pas dit comment il va faire dans les circonstances actuelles de cette Bande, et comment on va lui transmettre cet argent en présence du gouvernement du mouvement Hamas qui est rejeté, et par les États-Uniens et les Israéliens et par Abbas ? Deux scénarii sont possibles pour sortir de ce piège qui s'appelle la Bande de Gaza. Le premier est de recommencer le dialogue entre l'autorité de M. Abbas et l'autorité de M. Ismaïl Haniyeh à Gaza en vue d'aboutir à un accord de réconciliation et à un retour de solidarité entre les territoires occupés sous un gouvernement d'unité nationale forte. Et le deuxième c'est une incursion israélienne d'envergure dont Ehud Barak, son metteur en scène, pense qu'elle lui permettra de détruire le Hamas et les autres brigades de résistance, et de rendre la Bande à l'Autorité de Ramallah sur un plateau de sang.

Le premier scénario, c'est-à-dire le retour au dialogue, est complètement exclu, car Israël a laissé à Abbas le choix entre le dialogue soit avec lui, soit avec Hamas. Il a alors choisi le premier et a complètement tourné le dos au deuxième, et il a mis tous ses œufs dans le panier de la conférence d'Annapolis et les négociations qui en seront issues, dans l'espoir de parvenir à l'État palestinien qu'il veut, quelle que soit sa forme et son image. Par conséquent le scénario de l'incursion d'envergure est le plus probable, d'ailleurs Barak a déjà menacé la veille qu'il mettrait fin à la question de tir de roquette de la Bande de Gaza d'une manière définitive.

Les quarante milliards que les gouvernements égyptiens successifs ont obtenus après les accords de Camp David, à raison de deux milliards de dollars par an, étaient le prix pour isoler l'Égypte et le détacher militairement de la question palestinienne. Les milliards que vont obtenir le président Abbas et son Premier ministre Salam Fayyad sont eux aussi en échange de l'abandon du droit de retour et de la grande partie de Jérusalem occupée, et l'acceptation des grandes colonies israéliennes qui l'entourent.

Nous retenons notre souffle, car ce qui se passe actuellement fait partie des accords secrets, et n'est qu'une application des études détaillées réalisées préalablement avec un financement occidental en vue d'introduction à la solution des deux États, la dernière de ses études étant celle préparée par le groupe d'Aix et qui décrit avec un détail lassant comment appliquer ses accords sur le terrain. Cette étude a été réalisée par deux équipes, l'une israélienne sous la responsabilité du professeur Arye Arnon de l'université de Ben Gourion et l'autre palestinienne sous la responsabilité de Saeb Bamyra, secrétaire du ministère de l'Économie de l'Autorité palestinienne, et sous la présidence du professeur Gilbert Benhayoun de l'université Paul Cézanne. Ce groupe a été financé par le ministère des Affaires étrangères français.

Nous avons le rapport de ce groupe sous les mains, et il contient des détails effrayants sur l'annulation du droit de retour en le considérant impraticable. Il prévoit huit milliards de dollars pour installer et dédommager les réfugiés. Encore une fois, nous disons que c'est une générosité états-unienne et européenne minée, si ce n'est empoisonné. Et il se peut que ce soit un acompte contre l'abandon de tout ce qui reste de la Palestine et des fondements nationaux immuables.

Abdel Bari Atouan

Abdel Bari Atouan a occupé le poste de rédacteur en chef du journal *Asharq Alaousat* (1984-1988) avant de devenir le rédacteur en chef du journal palestinien *Al qods Al arabi*, publié à Londres. Il est connu par sa position en faveur des pays arabes qu'il ne cesse pas de défendre publiquement lors de ses interviews sur des chaînes telles que *CNN*, la *BBC*... etc.

1-4 Point de vue de Jean-Shaoul : Israël affirme que ses frappes sur Gaza se poursuivront.

Les incursions militaires d'Israël dans Gaza et les assassinats de militants sont devenus (restés) une réalité quasi quotidienne depuis le sommet d'Annapolis le mois dernier. Des douzaines de Palestiniens ont été tués dans de telles attaques.

La conférence d'Annapolis, à laquelle ont participé 40 nations, dont 16 États arabes, a été présentée comme la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens qui allait résoudre tous les problèmes fondamentaux à la base du vieux conflit d'ici la fin de 2008.

Mais ce ne fut en réalité qu'une vulgaire tentative du président Bush de fournir une couverture à l'appui des régimes arabes pour les préparatifs d'un assaut contre l'Iran par Washington.

Mahmoud Abbas, le président du Fatah de l'Autorité palestinienne, reçut la consigne en des termes on ne peut plus clairs d'assurer la « sécurité d'Israël » en écrasant toute résistance à l'occupation et en reprenant du Hamas le contrôle de Gaza.

L'existence de tout futur État palestinien dépendrait alors de la réalisation de cette tâche, le succès de cette dernière étant décidé par les États-Unis. Dans cet ultimatum se trouvait la menace implicite d'une intervention d'Israël contre le Hamas s'il n'était pas à la hauteur.

Dans la foulée d'Annapolis, la conférence des donateurs à Paris fut une sordide collecte de fonds afin de fournir l'argent dont l'Autorité palestinienne a besoin pour s'en prendre au Hamas.

Israël avait évité de lancer une attaque contre Gaza avant Annapolis pour ne pas être accusé de vouloir saboter le sommet.

Depuis, Israël se sent moins contraint et a annoncé l'expansion de la colonie de Har Homa à Jérusalem-Est et intensifié les pressions sur Gaza.

Les Forces de défense israéliennes (FDI) ont mené de multiples opérations dans Gaza, d'où elles se seraient officiellement retirées en août 2005. Ces attaques visent à détruire les positions du Hamas et d'autres groupes militants et à les empêcher de tirer des roquettes ou creuser des tunnels entre Gaza et l'Égypte. Elles ont continué l'assaut durant le congé religieux musulman, Eid al-Adha.

Ehoud Barak, le ministre israélien de la Défense, a annoncé le 13 décembre que Sdérot, la ville israélienne qui a été la cible de la majeure partie des roquettes Qassam tirées de Gaza, serait placée sous le contrôle de l'armée. Cela indique de possibles préparatifs pour des attaques massives contre Gaza.

La semaine dernière, Israël a mené plusieurs frappes aériennes contre Gaza, tuant au moins 12 personnes, dont un important militant. Israël s'est ainsi embarqué dans une politique délibérée d'assassinats de membres du Djihad islamique, le groupe que l'on croit être derrière les tirs quotidiens de roquettes Qassam dirigés contre les villes du sud d'Israël.

Jeudi de la semaine dernière, une force d'infanterie accompagnée de blindés et d'ingénieurs fit une incursion de 2,5 kilomètres à l'intérieur de Gaza et attaqua le camp de réfugiés de Maghazi. Au cours de la bataille qui dura toute la journée, elle a tué sept Palestiniens, de présumés militants selon les FDI, et en a blessé plusieurs autres, dont un preneur de son pour la chaîne Reuters et un caméraman du Hamas. Les FDI ont décrit cette attaque comme étant une « mission de routine ».

Vendredi, les FDI ont abattu Majed Harazed, qui a été décrit par Israël comme le plus important militant à avoir été tué durant la dernière année, près de la ville de Gaza de Khan Younis.

En tout, plus de 20 militants ont été tués au cours de ces opérations de la dernière semaine.

D'importants responsables de la Défense cités par le *Jerusalem Post* ont affirmé qu'ils n'étaient pas surpris de l'évaluation du ministère des Affaires étrangères de jeudi dernier selon laquelle 2008 allait être l'année où Israël irait en guerre contre Gaza.

Les attaques militaires d'Israël viennent dans la foulée d'un blocus économique de Gaza qui a amené sa population au bord de la famine. L'an dernier, Israël avait imposé des sanctions économiques à Gaza à la suite de l'élection qui avait porté le Hamas au pouvoir. Israël bloqua ses frontières avec Gaza, y compris Karni, le seul passage utilisé par Gaza pour livrer ses produits de l'agriculture vers Israël et le monde extérieur. De sévères restrictions ont aussi été imposées aux Gazans passant par Rafah, la frontière avec l'Égypte.

Comme si l'étranglement économique et un quasi-emprisonnement n'étaient pas assez, Israël a maintenant réduit radicalement les approvisionnements en carburant et en électricité et envisage même de les arrêter complètement.

Les raids d'Israël se sont poursuivis malgré deux propositions du Hamas de mettre un terme aux attaques de roquettes en échange d'un arrêt des opérations israéliennes contre Gaza, de la suspension de l'embargo économique et de la réouverture de ses frontières.

Le premier ministre Ehoud Olmert a réitéré sa position selon laquelle il n'allait pas approuver une entente avec le Hamas tant que ce dernier ne reconnaîtrait pas Israël, cesserait la violence et accepterait les accords de paix passés. Deux anciens ministres à la Défense, Shaul Mofaz et Benyamin Ben-Eliezer, aujourd'hui respectivement ministre des Transports et ministre des Infrastructures, ont déclaré qu'il n'était pas essentiel que le Hamas reconnaisse Israël, mais seulement qu'il cesse de tirer des roquettes sur Israël et faire du trafic d'armes à Gaza, et qu'il libère Gilad Shalit, le soldat dont la capture le 25 juin 2006 avait fourni le prétexte à une offensive majeure contre Gaza l'été dernier.

Mais Olmert a rejeté toute possibilité de trêve avec le Hamas.

« Cette guerre va se poursuivre », a-t-il déclaré à ses ministres. « L'Etat d'Israël n'a aucun intérêt à négocier avec ceux qui refusent d'adhérer aux principes fondamentaux du Quartette », faisant ainsi référence au Quartette international pour le Moyen-Orient : les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et les Nations unies. « Cela vaut pour le Hamas, le djihad islamique et tous les autres », a-t-il déclaré.

La raison officielle des actions d'Israël serait les tirs de roquettes contre les villes du sud d'Israël, notamment Sdérot.

Mais sa réaction est complètement disproportionnée par rapport aux pertes subies. Durant les années qui ont suivi le premier tir de roquette en 2001, 5900 roquettes et mortiers se sont abattus sur Israël, tuant 18 personnes et en blessant environ 600. Plus de 1000 roquettes ont été tirées depuis juin de cette année.

Bien que plusieurs sections de l'establishment politique israélien souhaiteraient déclencher une guerre totale contre le Hamas et Gaza, il leur en faudrait plus pour un casus belli.

Yoel Marcus a expliqué les calculs d'Israël dans un commentaire dans le journal *Ha'aretz*, intitulé « Un Viêt-Nam nommé Gaza », qui s'opposait à une telle guerre.

Il fit remarquer que 18 morts paraissaient dérisoires par rapport au nombre d'Israéliens tués dans des accidents de la route, soit 210 au cours des six derniers mois ou 35 décès par mois. « Selon l'opinion mondiale, le nombre de décès causés par des attaques aux roquettes Qassam au cours des six derniers mois est négligeable, et certainement pas suffisant pour justifier une Troisième Guerre mondiale », a-t-il écrit.

Marcus a affirmé que l'ancien chef israélien Ariel Sharon avait « considéré l'option d'un bombardement aérien des zones à partir desquelles les roquettes Qassam sont tirées, mais avait laissé tomber l'idée après avoir reconnu que quiconque déclencherait le bombardement systématique d'une population civile allait probablement se retrouver au Tribunal pénal international de La Haye.

« Même aujourd'hui, alors que grandit la demande de la population pour l'envoi de l'armée à Gaza, cette option n'est pas aussi simple qu'elle n'y paraît. Il est impossible de déclencher une guerre dans une zone densément peuplée, aux petites ruelles abritant des milliers de femmes et d'enfants, sans l'appui de l'opinion publique internationale.

Et nous ne pouvons obtenir un tel appui après n'avoir souffert que le kidnapping d'un unique soldat et 18 décès en six ans », a-t-il ajouté.

« Ayant appris les leçons de la Deuxième Guerre du Liban — qu'afin d'éradiquer la résistance il faut une M-16, pas un F-16 — envoyer une force terrestre massive à Gaza pour une large opération du type "Bouclier défensif" pourrait nous coincer dans une guerre sanglante durant des mois et même des années. » Il ajouta que cela nécessiterait le rappel des réservistes israéliens.

Le fait que Marcus puisse écrire que l'invasion de Gaza pourrait déclencher une Troisième Guerre mondiale signifie que Jérusalem et Washington savent que cela précipiterait dans la région une guerre beaucoup plus importante.

En effet, toute guerre contre Gaza ou le Liban viserait d'abord et avant tout l'Iran et la Syrie.

Malgré de tels dangers, le droitier *Jerusalem Post* a confirmé que des opérations militaires étaient en préparation. Il a déclaré dans un éditorial que « depuis plusieurs mois à Jérusalem, dans les couloirs des quartiers généraux de l'armée à Kirya, flotte l'idée qu'une opération de grande envergure contre Gaza serait la seule véritable façon pour le partenaire de paix du premier ministre Ehoud Olmert, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, de prendre le pouvoir à Gaza ».

Et cela ne serait pas qu'une petite opération.

Le *Post* croit qu'en premier lieu Israël bombarderait des airs les positions du Hamas et assassinerait les leaders militaires et politiques de ce dernier. Ayant tiré les leçons de la guerre au Liban, les FDI enverraient rapidement

d'importantes forces terrestres pour stopper les tirs de roquettes et traquer les présumés terroristes en fouillant toutes les résidences des rues densément peuplées de Gaza.

Elles patrouilleraient la frontière égyptienne pour empêcher le trafic d'armes vers Gaza ainsi que la frontière nord d'où sont tirées les roquettes.

Le *Post* a admis qu'il y avait deux problèmes. Quel prix Israël était-il prêt à payer ?

On évalue officiellement que les pertes israéliennes seraient plus élevées que les 119 soldats qui sont morts lors de la guerre contre le Liban.

Plus important encore, Israël se doit d'avoir une stratégie de sortie. « Il est facile d'entrer, mais plus difficile d'en sortir », a déclaré un important responsable à la Défense cité par le *Post*.

Le journal a ajouté que peu croyaient, à l'intérieur des FDI et de Shin Bet, les services de sécurité israéliens, qu'Abbas serait en mesure de prendre le pouvoir à Gaza.

Pour ces raisons, le gouvernement Kadima d'Olmert et ses partenaires de la coalition peuvent bien avoir décidé, pour l'instant du moins, de ne pas procéder à une invasion massive. Mais la logique de la situation mène inexorablement à une telle issue.

(Article original paru le 24 décembre 2007)

Jean-Shaoul

24 décembre 2007

Source : WSWWS

<http://www.wswws.org/...>

1-5 Point de vue de Tsfi Braïl : Quel désastre attend notre armée dans les ruelles de Gaza ?

Nous rentrons à Gaza, en fin de compte. « La grande frappe » ou « l'opération de grande envergure » sera menée pour pousser le million et demi d'âmes à se révolter contre le Hamas.

Mais, vivant sous le blocus et dans la nécessité, ils n'ont rien à perdre.

Le sentiment d'incapacité de les pousser à bout existe déjà. Et c'est pour cette raison que les sanctions insupportables ont été imposées en se basant sur la même idée déformée qui avait montré ses limites au Liban. Cette vision croit que frapper des objectifs civils – il s'agit cette fois de civils, et non pas des cibles matérielles – enflammera une insurrection civile contre la dominance du Hamas, et Sion sera sauvé ! Pourtant, il ne sera pas possible d'exclure la contradiction. En effet, si les sanctions ont vraiment donné leurs résultats, restriction de carburant, coupure d'électricité, fermeture des passages et interdiction d'entrée de produits, il n'aura eu besoin d'aucune attaque militaire.

L'armée israélienne sait que Gaza n'est pas le camp de réfugiés de Jénine ou le Sud du Liban.

Gaza est un labyrinthe de ruelles dans lesquelles sillonnent des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et des hommes normaux qui ne sont pas préoccupés par le lancement de roquettes d'Al-Qassam ou l'implantation d'obus explosifs. Cependant, ces dernières semaines, l'armée a gavé les médias avec l'idée que Gaza contient une grande quantité d'explosifs et d'armes de toutes sortes et couleurs, et une grande capacité défensive qui est plus importante.

Toutes ces considérations ne doivent pas contraindre l'Etat à attaquer les bâtiments et les objectifs palestiniens qui continuent le lancement de roquettes d'Al-Qassam.

Cependant, l'armée pratique ces attaques quotidiennement.

Elle les pratique dans les quartiers denses en habitations, utilise les avions sans pilote qui ouvrent librement le feu sur les cellules d'Al-Qassam. Une opération de grande envergure, que pourra-t-elle faire de plus, si les opérations concentrées n'avaient pas réussi à faire quelque chose ? Devons-nous comprendre, par le choix d'une telle opération, que les petites opérations concentrées, comme les sanctions collectives, n'ont aucun intérêt ?

Il se peut que « la vaste opération » ait lieu pour une raison morale. L'Etat ne peut permettre des attaques quotidiennes contre ses citoyens, sans rien faire. En tout cas, quelque chose devra se passer. Rien ne sera refusé, même les opérations spectaculaires destinées à rendre la confiance aux habitants de Sderot en leur gouvernement, et à vaincre le sentiment que ses habitants ont moins de valeur que les habitants de Tel-Aviv ou de Netanya.

Cela dit, les habitants de Sderot, eux-mêmes, ne veulent pas précipiter une guerre contre Gaza. Ils souhaitent seulement que leurs maisons soient protégées. Une protection dont le coût sera moins élevé que la guerre que l'armée est sur le point d'engager contre Gaza. Il faut savoir que la protection défensive n'est pas seulement morale ; elle constitue un article du budget. La guerre est tout simplement une exposition de force.

Quant à cette protection défensive, le premier ministre pourra dire : « Nous nous protégeons, mais pas seulement pour la protection ». Quant à la guerre, il ne pourra dire : « Nous ne combattons que pour le combat ».

La dernière expression ne possède pas le même écho démagogue que la précédente. De plus, il faut soigner les blessures du Liban.

Et il n'y a d'autre soin pour les guerres ratées que des guerres réussies. Et il n'y a pas de méthode pour mettre fin à une guerre avec un maximum de réussite.

En résumé, il faut engager la guerre, mais avec un œil sur le nouveau partenaire palestinien, Mahmoud Abbas, pour prévoir ce qu'il dira, si l'armée touche par erreur une école ou un cabinet médical.

Pourra-t-il encore serrer la main à Olmert ou faire la bise à sa femme ?

Naturellement, nous pourrions lui dire qu'il n'a qu'à vaincre la violence lui-même.

Il répliquerait que les négociations sont là pour cela !

Source : CPI (Centre Palestinien d'Information)

Article paru dans le journal hébreu Haaretz

27-12

Traduit par le CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Michel Bôle-Richard : Vexations, violences, lot quotidien des Palestiniens aux barrages israéliens.

Extraits

« Nous ne voulons pas que l'image d'Israël, dans l'esprit des Palestiniens, soit un soldat à un barrage. Nous n'avons pas le désir de contrôler la vie des Palestiniens », a expliqué, à Paris, le 17 décembre, à l'occasion de la conférence des donateurs, Tzipi Livni, la ministre israélienne des affaires étrangères.

Chaque jour pourtant, les Palestiniens sont confrontés à des barrages et à des check-points (563 fixes, plus 74 "volants" au mois de novembre selon OCHA, l'Agence des Nations unies pour les affaires humanitaires), qui limitent considérablement leur liberté de déplacement. Ils sont soumis au bon vouloir des soldats et doivent affronter d'interminables files d'attente, subir des vexations, des humiliations, voire des violences verbales ou physiques.

C'est à la suite d'un incident particulièrement significatif survenu il y a quelques mois près d'Hébron que l'armée a décidé d'ordonner une enquête. Un officier et cinq soldats avaient "braqué" un taxi, ligoté son chauffeur, s'étaient emparés du véhicule et, peu après, avaient tiré sur un Palestinien et l'avaient laissé blessé sur le bord de la route sans s'occuper de son sort.

A la suite de cet incident, qualifié d'"exceptionnel", le général Gadi Shamni, qui commande la région centre d'Israël, a donc décidé d'en savoir plus sur le comportement de ses soldats et a ordonné une enquête auprès de mille d'entre eux. Les conclusions ont surpris l'état-major. (...)

Il ressort de cette investigation qu'un soldat sur quatre a été témoin actif ou passif de violences exercées à l'encontre de Palestiniens. Le quotidien Yediot Aharonot a publié le témoignage de l'un d'entre eux, qui raconte la vie quotidienne à un point de passage et les punitions infligées aux Palestiniens : être renvoyé au bout de la file, attente de plusieurs heures sous le soleil, subtilisation de papiers ou mise à genoux pendant quatre heures.

"SENTIMENT D'IMMUNITÉ"

Pour BTselem, organisation de défense des droits de l'homme dans les territoires occupés, "cette situation n'a rien de surprenant. Elle s'explique par le fait que les soldats qui portent atteinte aux Palestiniens n'ont pas à rendre compte de leurs actes, car il est extrêmement difficile pour les victimes de faire aboutir une plainte." De fait, explique Yesh Din, une autre organisation de défense des droits de l'homme, "90 % des enquêtes ouvertes par la section criminelle de la police militaire dans des cas où des soldats sont suspectés d'avoir commis des infractions criminelles contre des Palestiniens sont closes sans poursuites".

Yesh Din s'est appuyée sur des chiffres fournis par Tsahal. Sur un total de 1 091 affaires de toute nature, il y a eu 118 inculpations et 101 condamnations entre le mois d'octobre 2000 et le mois de juin 2007.

En ce qui concerne les quelque 2000 civils non impliqués dans des combats qui ont été tués au cours des sept années d'Intifada, il y a eu 239 enquêtes et seulement 16 condamnations.

"Il ne fait aucun doute que les soldats opérant dans les territoires occupés ont le sentiment de jouir d'une immunité, ce qui mène inévitablement à une augmentation du nombre et de la gravité des infractions commises", explique Michael Sfard, avocat de Yesh Din.

Dans son rapport, cette organisation constate que le nombre des poursuites contre les soldats pour des faits liés à la drogue en 2006 est "sept fois supérieur au total des poursuites concernant des atteintes physiques ou aux propriétés des Palestiniens pendant presque sept ans".

Michel Bôle-Richard

LE MONDE | 22.12.07

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-992612@51-891944,0.html>

3 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Ilan Pappé : L'épuration ethnique est devenue une idéologie, un ornement structurel de l'Etat sioniste.

Ilan Pappé : « La purification ethnique continue et Israël veut vous la faire accepter »

Ilan Pappé est arrivé en Italie sans tambours ni trompettes.

Hôte de l'esmavo (Master Enrico Mattei per il Medio Oriente, NdT), au siège de l'Isiao de Rome (Institut italien pour l'Afrique et l'Orient <http://www.isiao.it/>, NdT) pour une conférence sur « Israël-Palestine, une terre deux peuples ».

Après avoir dénoncé ces derniers mois l'impossibilité de travailler sereinement dans une atmosphère hostile, celle de son université de Haïfa, Pappé est parti en Grande-Bretagne, où il enseigne maintenant à l'université d'Exeter.

Historien du non consensus, « révisionniste », il est né en Israël en 1954, de parents juifs qui avaient fui l'Allemagne des années 30 ; il a publié une demi-douzaine de livres. Parmi les plus récents, « The ethnic cleansing of Palestine », non encore traduit en italien.

Au centre de l'analyse du grand historien, la politique sioniste de déportations et expulsions de palestiniens réalisées pendant et après la guerre de 1948, quand environ 400 villages furent vidés, effacés et détruits au cours des cinq années qui suivirent.

Professeur Pappé, vous décrivez l'épuration ethnique comme moment constitutif, en 1948, de l'Etat d'Israël. Vous brisez de cette façon le topos de l'exode volontaire des Palestiniens.

En 47-48, les Palestiniens ont été expulsés, même si l'historiographie officielle parle de pressions des leaders arabes qui les auraient persuadés de s'enfuir. L'idée de trouver un refuge pour la communauté juive, persécutée en Europe et anéantie par le nazisme, se heurta à une population autochtone qui était en phase de redéfinition. Projet colonial qui pratiqua l'épuration ethnique, en affrontant de façon anticipée le problème démographique : l'existence de 600.000 juifs contre un million de Palestiniens. Avant que les arabes ne décident en février 1948 de s'y opposer militairement, les Israéliens avaient déjà chassé plus de 300.000 autochtones.

Comment se réalisa la purification ethnique et pourquoi tout le monde s'est-il tu ?

Cela eut lieu en l'espace de huit mois, et ce n'est qu'en octobre 48 que les Palestiniens commencèrent vraiment à se défendre. La riposte des sionistes fut les massacres dans la province de Galilée, la confiscation des maisons, des comptes bancaires, de la terre. Les Israéliens effacèrent un peuple et sa culture. Personne ne dénonça ce qui se passait parce que la Guerre était finie depuis peu. Les Nations Unies ne pouvaient pas admettre qu'une de leurs résolutions (la 181, sur la partition de la Palestine, NDR) se conclut avec une épuration ethnique. La Croix-Rouge avait déjà été accusée de n'avoir pas rapporté avec objectivité ce qui se passait dans les camps de concentration nazis, et les principaux médias ne voulaient pas avoir d'affrontement avec les juifs.

Un sentiment de culpabilité et une « diplomatie », dans l'action des gouvernements, avec quelles conséquences ?

Pendant l'Holocauste, les pays qui aujourd'hui condamnent Israël, ou étaient connivents, ou sont restés silencieux. C'est pour ces motifs que la communauté internationale a abdicqué devant son droit de nous juger. On lui fait endosser une faute à laquelle elle ne peut plus remédier. En perdant ainsi, aujourd'hui encore, le droit de critiquer le gouvernement d'Israël. La conséquence est que quand naquit l'Etat, personne ne lui reprocha l'épuration ethnique sur laquelle il s'était fondé, un crime contre l'humanité commis par ceux qui la planifièrent et la réalisèrent. Dès ce moment-là, l'épuration ethnique devint une idéologie, un ornement infrastructurel de l'Etat. Discours toujours valide aujourd'hui, parce que le premier objectif reste démographique : obtenir la plus grande quantité de terre avec le plus petit nombre d'arabes.

Sous quelles formes et par quels moyens l'épuration ethnique continue-t-elle ?

Avec des systèmes plus « propres et présentables ». Depuis un mois le Ministre de la Justice essaie de légitimer les implantations illégales des colons en laissant intacts les avant-postes. Nous savons que la Haute Cour de Justice est en train de décider si elle doit autoriser le gouvernement à réduire les stocks de carburant, en supprimant l'énergie électrique à Gaza, où vivent un million de Palestiniens qui se retrouveraient sans possibilité de boire de l'eau, parce que la nappe phréatique est polluée par les égouts, et que seul un système de dépurateur électrique peut la rendre potable. Mais de ces exemples pour anéantir les Palestiniens il y en a des dizaines, à commencer par le mur, qui est accepté par les Usa et l'Union Européenne.

Qu'est-ce qu'Israël demande à ses alliés ?

Que son modèle soit accepté tel quel. Pendant la guerre de 1967, 300 000 Palestiniens ont été expulsés de Cisjordanie ; pendant ces sept dernières années, la purification ethnique est devenue « construction du mur », qui repousse les Palestiniens vers le désert, hors de la zone assignée du Grand Jérusalem. Le problème est que les dirigeants israéliens conçoivent leur Etat en termes ethniques, raciaux, et sont donc des racistes à tous points de vue. Et cela est perçu par les Palestiniens ; et c'est le plus grand obstacle sur la voie d'une paix entre la Palestine et Israël. Ce qui est appelé « processus de paix » se réduit à : quelle part de la Palestine faut-il de nouveau annexer à Israël et quelle part, très petite, peut-on, éventuellement, donner au peuple palestinien.

Que peut-on faire pour inverser ce processus ?

Avant tout changer notre langage. Il ne s'agit pas d'un affrontement entre juifs et Palestiniens. C'est du colonialisme. Et c'est incroyable qu'au 21^{ème} siècle on puisse encore accepter une politique coloniale. Il faut imposer à Israël les mêmes mesures qu'on avait employées contre le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, dans les années 60-70. Il existe aujourd'hui des mouvements d'opinion de jeunes juifs, en Europe et aux Usa, qui dénoncent la politique colonialiste et critiquent Israël en tant qu'état colonialiste et raciste, pas en tant qu'état fondé par des juifs.

La législation française (et d'autres pays européens) met des restrictions au droit d'exprimer des opinions « révisionnistes » à l'égard d'Israël, mais ne prend pas position pour l'application systématique des résolutions de l'Onu.

J'ai eu une expérience de ce genre il y a deux ans environ. Ma conférence fut interrompue par un groupe d'extrémistes, juifs comme moi, qui m'empêchèrent de continuer. La police arriva, pour me protéger d'eux, pas pour m'accuser. Quant au silence, il est beaucoup plus commode pour les gens de penser de façon conventionnelle. Il faut avoir beaucoup d'énergie et d'originalité pour agir autrement. La Résolution 194, par exemple, établit que les réfugiés palestiniens ont le droit de retourner sur leurs terres. Mais c'est plus facile de ne rien faire et de continuer à penser avec les mêmes formules.

Est-ce que ce sont pour les mêmes raisons que la gauche italienne continue à proposer le modèle « deux peuples deux états » ?

Il est certain que la gauche italienne n'est pas courageuse. Mais elle devra changer, par force, parce que la situation sur le terrain devient catastrophique. Si Israël envahit Gaza, comme c'est dans l'ordre actuel des choses, ils tueront énormément de Palestiniens et pourtant ils ne changeront pas la réalité. Gaza est une grande prison, et il arrivera ce qui se passe dans les révoltes des prisons : l'armée rétablira « ordre et propreté », avec des coups et des tueries. Ce sera un massacre mais, quand ils repartiront, la situation sera toujours la même.

Quels résultats pourraient par contre donner la solution des deux peuples à l'intérieur d'un état unique ?

Il est nécessaire que les populations s'acceptent, que les juifs reconnaissent leurs frères et voisins arabes et vice versa. Après avoir reconnu l'histoire pour ce qu'elle est et après avoir assumé chacun ses propres responsabilités. Reconnaissance, responsabilité et acceptation. En suivant cette voie on pourra arriver à un état unique, où compte le principe « un homme une voix » et où les citoyens, même s'ils ne s'aiment pas, pourront cohabiter. C'est un projet qu'on peut atteindre si on continue à critiquer et à empêcher les crimes qui continuent à être commis par Israël, et si l'on poursuit la campagne de désinvestissement (BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions, NdT), comme ça a été le cas en Afrique du Sud.

Il faut sanctionner Israël, désinvestir d'Israël

Ilan Pappé

:

Ilan Pappé & Emanuela Irace - il manifesto, le 23 décembre 2007

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

3-2 Uri Avnery : Les crimes de guerre doivent s'arrêter.

Uri Avnery revient ici sur les combats de pacifistes israéliens contre les crimes de guerre commis par l'armée israélienne et sur ce qu'il décrit comme les paramètres d'une solution de paix israélo-palestinienne.

Jusqu'à récemment, l'allégation selon laquelle l'armée israélienne commet des crimes de guerre était absolument taboue.

Tout le monde en Israël - et dans de nombreux autres pays -, s'accorde à dire que l'armée israélienne est « l'armée la plus morale du monde », que si quelque chose comme un crime de guerre vient à se produire, c'est une erreur que l'armée elle-même regrette profondément.

En février 2002, nous - le mouvement pacifiste Gush Shalom - avons décidé de briser ce tabou. Nous avons organisé une réunion publique à Tel-Aviv pour dénoncer les crimes de guerre.

Au point culminant de cette rencontre, un héros de guerre israélien, le colonel Yigal Shohat, dont l'avion avait été abattu au-dessus de l'Egypte en 1973 et qui a perdu une jambe à cette occasion, se leva et, la voix tremblante d'émotion, appela ses camarades à refuser les ordres illégaux de bombarder des cibles civiles.

En réponse à l'émouvant appel du colonel, un groupe d'officiers supérieurs de l'armée de l'air, dirigé par un général respecté de tous, publia une déclaration annonçant qu'ils désobéiraient à tout ordre illégal de bombarder des civils.

« Du sang sur les ailes »

En février 2002, Gush Shalom envoya des lettres à quinze officiers supérieurs de l'armée israélienne, les avertissant que nous pourrions les poursuivre pour crimes de guerre devant des tribunaux israéliens et, si cela s'avérait inefficace, devant des tribunaux internationaux. Le journal Ha'aretz publia cette nouvelle sous un gros titre en première page nous accusant de « menacer des officiers israéliens ».

En réponse, le général Dan Halutz, alors commandant en chef de l'armée de l'air, nous accusa de trahison et demanda des poursuites judiciaires contre nous (selon la loi israélienne, la trahison est le seul crime punissable de la peine de mort.) C'est cet homme qui répondit, quand on lui demanda ce qu'il ressentait en lançant une bombe d'une tonne sur un quartier d'habitation : « une petite secousse dans l'aile ».

Quand Halutz fut nommé chef d'état-major de l'armée, nous avons manifesté devant le siège du quartier général, en brandissant des pancartes qui disaient : « Il a du sang sur les ailes ». Récemment, il a dû démissionner à

cause de son rôle dans la dernière guerre du Liban, au cours de laquelle il avait ordonné le bombardement de larges zones civiles libanaises.

Notre campagne contre les crimes de guerre a soulevé beaucoup de colère dans l'opinion. Nous avons été accusés d'ignorer le fait que des dizaines de kamikazes palestiniens s'étaient fait sauter dans le centre de villes israéliennes, tuant sans discrimination des civils, hommes, femmes et enfants.

On nous demandait aussi pourquoi les gens à l'étranger ne parlent que d'Israël, alors qu'un génocide est en train de se commettre au Darfour et que les Américains commettent des crimes de guerre pires que les nôtres en Irak et en Afghanistan, pour ne pas parler de Guantanamo. Ne viser qu'Israël, dit-on, est une nouvelle forme d'antisémitisme.

Quand les Français accusent notre armée, les Israéliens répondent généralement que l'armée française a fait bien pire en Algérie, tuant et torturant beaucoup plus de gens.

Notre réponse est que nous sommes israéliens et que nous protestons contre des crimes commis par notre gouvernement en notre nom. Nous tirons une certaine fierté du fait que la plupart des crimes qui sont devenus publics ont été dénoncés par de courageux militants de groupes israéliens pacifistes et de défense des droits humains. Nous demandons donc à toutes les personnes de bonne volonté à travers le monde de soutenir ces groupes.

Mettre fin à l'occupation

Mais nous ne nous faisons aucune illusion. Pour important que soit le fait de protester contre ces crimes, la meilleure manière de les empêcher est de mettre fin à l'occupation et de conclure la paix entre Israël et le peuple palestinien, entre Israël et l'ensemble du monde arabe.

L'occupation, qui dure déjà depuis quarante longues années, est, par nature, inhumaine et illégale. Elle transforme la vie quotidienne des Palestiniens en enfer et leur retire la terre sous les pieds. Toutes ses expressions, depuis les colonies jusqu'au mur de séparation, sont illégales. Elle produit chaque jour des actes manifestement illégaux - exécutions extra judiciaires, démolition de maisons, restriction à la liberté de mouvement de la population, arrestations arbitraires, pour n'en mentionner que quelques-uns. C'est pourquoi mes amis et moi nous sommes battus contre l'occupation dès le premier jour.

L'occupation elle-même fait bien sûr partie du conflit israélo-palestinien qui dure depuis cent vingt-cinq ans et dont les racines sont complexes et uniques. C'est l'historien marxiste Isaac Deutscher qui les a le mieux décrites : imaginez, dit-il, quelqu'un se trouvant à l'étage supérieur d'un immeuble en feu. Pour sauver sa vie, il saute par la fenêtre. Il tombe sur un passant, qui est grièvement blessé et handicapé à vie. Entre les deux naît une hostilité à mort. Qui a raison ?

Le sionisme était fondamentalement une réaction à l'antisémitisme européen. Après l'affaire Dreyfus et les pogroms russes, quand le nationalisme s'est emparé de tous les peuples d'Europe, certains Juifs ont décidé de se constituer en tant que nation moderne et de fonder leur propre Etat national. Ils ont choisi la Palestine - Sion - comme nouvelle patrie, en s'imaginant qu'elle était vide.

Mais la Palestine était habitée par un peuple qui, naturellement, a résisté à l'afflux étranger. Le conflit a alors commencé. Tout au long de ce conflit, une énorme injustice a été faite aux Palestiniens. L'occupation en cours est la forme actuelle de cette terrible injustice. Les crimes sont inhérents à l'occupation.

Les paramètres de la paix

Tout en dénonçant les crimes et en faisant tout ce qui est possible pour les empêcher, notre but principal doit être de parvenir à la paix - parce que la paix est la seule façon de mettre fin à l'occupation.

Comment ?

Beaucoup d'idées utopiques ont été émises par des idéalistes qui croient en des solutions morales mais irréalistes. L'une de ces idées est celle d'un seul Etat de la Méditerranée au Jourdain dans lequel Juifs et Arabes, Israéliens et Palestiniens, vivront ensemble pacifiquement comme des citoyens égaux. C'est une utopie, comme la vision biblique du loup vivant avec l'agneau (celle-ci n'est possible que si on apporte chaque jour un nouvel agneau).

La grande majorité des Israéliens veulent vivre dans un Etat à eux, de même que la majorité des Palestiniens. Cela ne changera pas dans un avenir prévisible - certainement pas avant que la majorité des Français décident d'abandonner leur Etat. Si nous voulons rester dans le domaine du possible et trouver une solution applicable ici et maintenant, mettant fin à la souffrance de tant de gens, la solution dite des deux Etats est la réponse.

Quand mes amis et moi avons proposé cette solution il y a près de soixante ans, au lendemain de la guerre de 1948, nous pouvions nous compter sur les doigts de deux mains. Aujourd'hui, cette solution jouit d'un consensus mondial.

Les paramètres de cette solution sont clairs :

1. Un Etat palestinien sera créé à côté d'Israël.
2. La frontière entre eux sera basée sur la Ligne verte, éventuellement avec un échange de territoires égaux accepté par les deux parties.
3. Jérusalem sera la capitale des deux Etats.
4. Il y aura une solution négociée du problème des réfugiés. En pratique, cela signifie qu'un nombre négocié de personnes retourneront en Israël et que les autres seront réinsérés dans l'Etat de Palestine et dans le lieu où ils séjournent actuellement, avec le paiement d'importantes compensations qui feront d'eux des personnes bienvenues. Quand il y aura un plan négocié qui dira quels sont les choix ouverts à chaque famille, celui-ci devra être soumis à tous les réfugiés, où qu'ils se trouvent. Ils doivent être associés à la décision finale.
5. Il y aura un partenariat économique, dans lequel le gouvernement palestinien pourra défendre les intérêts

palestiniens, contrairement à la situation actuelle. L'existence même de deux Etats atténuera, au moins en partie, la grande différence de niveaux entre les deux.

6. Dans un avenir plus lointain, une union moyen-orientale, sur le modèle de l'Union européenne, pourra inclure aussi la Turquie et l'Iran.

Cette solution est désormais préconisée par les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et les vingt-deux pays de la Ligue arabe. Les sondages montrent que la majorité des Israéliens et des Palestiniens y sont favorables dans ses grandes lignes, sinon dans tous ses détails. C'est le gouvernement israélien qui la rejette, en utilisant les peurs et les angoisses des Israéliens.

Je crois que le principal terrain de ce combat est l'opinion publique israélienne et palestinienne. C'est notre rôle. Pour cela, nous avons besoin du soutien international. Les forces de paix du monde - dont l'Europe, dont la France - doivent nous aider à convaincre les Israéliens que la paix est bonne pour Israël, tout autant qu'elle est bonne pour les Palestiniens. Que la poursuite de l'occupation, avec ses crimes de guerre, nuit à Israël autant qu'elle nuit aux Palestiniens.

Comment réaliser cela ? On m'a demandé si un boycott d'Israël pourrait aider. Ma réponse est : un boycott est bon s'il est ciblé sur des éléments constitutifs de l'occupation, contre des entreprises et des organisations qui soutiennent l'occupation. Gush Shalom a été le premier à le faire quand il a déclaré, il y a dix ans, un boycott contre les produits des colonies. Cependant, un boycott de l'Etat d'Israël en tant que tel est totalement contre-productif. Il va réveiller la peur de l'antisémitisme et renforcer l'idée que son but n'est pas la paix ni la fin de l'occupation, mais la destruction d'Israël. Il poussera l'opinion publique juive et israélienne dans les bras de l'extrême droite. Nous sommes tout à fait contre un tel boycott.

Nous condamnons encore plus le blocus imposé par l'Union européenne au peuple palestinien parce que celui-ci a élu une direction que les gouvernements américain et israélien n'aiment pas. Nous avons du mal à comprendre comment il se fait que l'Europe participe - en fait dirige - cet effort détestable pour affamer tout un peuple et le mettre à genoux à cause des résultats d'élections démocratiques. (Est-ce que quelqu'un a proposé un blocus de la France parce qu'elle a élu Nicolas Sarkozy ?)

Laissez-moi conclure par une remarque capitale : le véritable combat n'est pas entre Israéliens et Palestiniens. Le combat est entre Israéliens et Palestiniens ensemble contre ceux, des deux côtés, qui s'opposent à la paix.

Un petit village en Palestine appelé Bil'in est devenu un symbole de cette lutte. Depuis plus de deux ans, chaque vendredi, des militants palestiniens, israéliens et internationaux (y compris des Français) y manifestent contre le mur de séparation qui prive le village de ses terres. Toutes les semaines, ils affrontent l'armée israélienne dans une manifestation non-violente, contre des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc, des canons à eau, et quelquefois des balles réelles.

Si nous luttons ensemble, Israéliens, Palestiniens et nos amis à travers le monde, nous gagnerons.

Uri Avnery (Gush Shalom)

26 décembre 2007

Le chapeau et les intertitres sont de la rédaction de l'AFPS.

Source : AFPS

<http://www.france-palestine.org/...>